

Consortium de Solidarité avec Madagascar

-

COMMUNIQUÉ FISEMA du 16 janvier 2010

- Société civile de Madagascar / Plateformes et réseaux - > 05. Mouvements syndicaux - > 02. FISEMA / Firaisan'ny Sendikan'ny Mpiasan'ny Madagasikara / Confédération générale des syndicats de travailleurs de Madagascar -



Publication le mardi 19 janvier 2010

Modification le lundi 13 juin 2011

Fichier PDF créé le lundi 16 juillet 2018

**FIRAISAN NY SENDIKAN NY MPIASAN NY MADAGASIKARA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS
DES TRAVAILLEURS DE MADAGASCAR AFFILIÉE A LA CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE
C.S.I.**

Lot III H 8 ISOTRY B.P. 172, Antananarivo-101 Adresse Télégr : FISEMA ANTANANARIVO Tél : (261)33 11 874 14
e-mail : fisema@gmail.com

COMMUNIQUÉ

Le Bureau National de la FI.SE.MA présente ses meilleurs vœux à tous ses adhérents, aux travailleurs malgaches ainsi qu'au peuple malgache et fait le communiqué ci-après :

DES AFFAIRES NATIONALES

Cela fait un an que la Nation et le peuple malgache sont plongés dans une crise politique aiguë, entraînant de graves difficultés économiques et sociales. Celles-ci sont surtout marquées par la stagnation économique, faisant ralentir le processus de développement et aggraver l'état de la pauvreté et se distinguent par la fermeture de plusieurs centaines d'entreprises suivie de suppressions massives d'emplois. A cela s'ajoute la suspension, voire la rupture, des coopérations visant à faire reculer la pauvreté.

Il est indéniable que le peuple malgache, aspire de tout son cœur, à un changement profond qui devrait lui conduire vers son bien-être et à un véritable développement, vu l'inefficacité et les erreurs de gouvernance enregistrées au cours des 50 ans d'indépendance politique. La dégradation de son niveau de vie est flagrante, en dépit des indicateurs économiques tant vantés. Seuls les gouvernants et ses proches et amis ont pu bénéficier de cette croissance. La majorité de la population se sentent lésées, dévalorisées et rabaissées aux yeux du monde entier et des pays qui, auparavant, avaient un niveau de développement semblable, sachant que 85% de la population vivent actuellement dans un état de pauvreté avancé. Que ceux qui tiennent le pouvoir et ceux qui comptent y accéder se réalisent que c'est le mécontentement et le désespoir populaires qui sont à l'origine des manifestations de rues et qui font basculer le Pouvoir.

En effet, depuis le retour de l'indépendance politique, les dirigeants successifs de la Nation n'ont fait que renforcer la dépendance du pays envers les puissances étrangères. Tous ont continué et entretenu le néo-colonialisme, sans se réaliser que les fondements et les priorités de la consolidation de cette Indépendance politique sont d'ordre économique et social. Force est cependant de constater, entre autres, l'incapacité de transformer localement les différentes et riches matières premières minières, agricoles et autres, faute de politiques d'industrialisation et de mise en valeur des ressources humaines adéquates. Pour sa part, la promotion de la zone ou entreprises franches n'a créé que des emplois précaires avec des salaires insignifiants.

Actuellement, beaucoup déplorent que les dirigeants de la transition ne font que suivre les mêmes sillages de leurs prédécesseurs : image de dictature, accumulation de pouvoir et de richesses, abus de toutes sortes dans les différents ministères et les services administratifs répartis dans l'île. Les libertés fondamentales individuelles et collectives, telles que la liberté d'expression et la liberté de manifestation ainsi que la Démocratie sont menacées. Il n'y a point de transparence dans la gouvernance, notamment budgétaire et financière. Les tenants du pouvoir transitoire vivent dans l'opulence sans se soucier des misères endurées quotidiennement par la majorité de leurs compatriotes.

DU MONDE DU TRAVAIL

Les mésaventures des travailleurs malgaches au Liban, les longues files d'attente observées lors du Grand Salon de l'Emploi, l'affaire BAHAMAS, les attroupements des chercheurs d'emploi devant les portails des entreprises franches, le développement du secteur informel & tout cela met en évidence l'acuité de la problématique de l'emploi des jeunes et de la population en âge de travailler. Il n'est pas superflu de rappeler que 60% de cette dernière restent sans emploi ou exercent des emplois précaires et temporaires. Par ailleurs, environ 400 000 individus diplômés ou non - arrivent annuellement sur le marché de l'emploi alors qu'on en crée que quelques milliers par an. La formalisation du secteur informel est complètement oubliée, alors que ce secteur représente 90% de l'économie nationale.

Les différents documents qui visaient le redressement de l'économie malgache : Politique d'Ajustement Structurel (P.A.S.), Document Cadre de Politique Economique (D.C.P.E.) ; Document de Stratégie pour la Réduction de Pauvreté (D.S.R.P.) Madagascar Action Plan (M.A.P.) ont tous été presque voués à l'échec car les paramètres EMPLOI et FORMATION PROFESSIONNELLE base de la croissance endogène et de l'épanouissement humain - y ont fait défaut.

Les licenciements massifs induits par la crise politique, aggravés par un contexte économique et financier international peu favorable et encore incertaine, ne font encore qu'enfoncer les travailleurs malgaches dans de pire situation économique et sociale.

Face à tout cela, la FI.SE.MA.

- 1) Rappelle que LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ fait partie des priorités nationales de longue date. Aussi, les dirigeants politiques actuels et les différents hauts responsables de l'Etat doivent-ils faire preuve d'austérité et de rigueur dans la gestion de la finance publique, utiliser à bon escient les moyens mis à leur disposition et être des exemplaires en matière de bonne gouvernance. Et comme dans tout Etat démocratique, leurs traitements et avantages doivent être mis à la connaissance des citoyens ;
- 2) Revendique le strict respect des DROITS FONDAMENTAUX et des PRINCIPES DÉMOCRATIQUES. Les traitements inégalitaires et les poursuites pour expression d'opinion doivent être bannis. Les propos attisant des guerres civiles ainsi que les pillages de biens publics et privés ne sont cependant pas tolérables.
- 3) Est d'avis que les élections et les référendums sont des moyens susceptibles de résoudre la crise politique actuelle. Néanmoins, toute défaillance d'organisation est fatale pour l'avenir du pays. Déjà, beaucoup s'interrogent sur la crédibilité, la sincérité et la transparence de celle que le pouvoir transitoire compte organiser incessamment, en raison de son organisation unilatérale et non consensuelle ;
- 4) Réaffirme qu'il est urgent de revoir la stratégie de l'emploi des jeunes et de la population en âge de travailler, surtout ceux et celles victimes de la crise politique avec la mise en place d'un système de protection et de sécurité sociale adéquate ;
- 5) Estime qu'une Conférence nationale sur l'Economie et le Social comme celle organisée en 1971 - est aussi capitale au même titre que la Conférence nationale sur la Politique. Une telle Conférence nationale permettrait de redéfinir les nouvelles orientations économiques et sociales répondant aux besoins nationaux et au véritable développement de Madagascar.

Pour conclure, l'instauration d'une paix sociale durable et la lutte contre la pauvreté par la promotion d'un emploi réellement décent sont des défis majeurs du peuple malgache. Aussi, la FI.SE.MA. lance un APPEL SOLENNEL à tous les citoyens notamment aux travailleurs malgaches d'être vigilants face aux différentes manœuvres et manipulations allant vers la guerre civile et de préserver en toute circonstance l'Unité Nationale.

ANTANANARIVO, le 16 JANVIER 2010

AU NOM DU BUREAU NATIONAL, La Secrétaire-générale adjointe Lovasoa FETRA HARINORO MALALATIANA Le
Secrétaire général José RANDRIANASOLO
